

L'Abeille

de la Nouvelle-Orléans
Journal hebdomadaire
Fondé le 1er Septembre 1827
Publié par la Times-Picayune Publishing Co., au Times-Picayune Building, Square Lafayette, Nouvelle-Orléans, La., Téléphone Main 410.
Enregistré à la Poste de la Nouvelle-Orléans, La., comme matière de deuxième classe, conformément à l'acte du 3 Mars 1879.
En Louisiane et au Mississippi, \$1.00 par an.
Par les Etats-Unis, 50 cts par an.
Par mois, 50 cts.

La Mer Seche.

Les compagnies de navigation sont très inquiètes, et non sans raison. Le gouvernement américain va sécher la mer.

Tout le monde sait qu'il est formellement interdit au pays classique de la liberté, sous les peines les plus sévères, d'importer ou de consommer des boissons fermentées à base d'alcool; que le gros américain est un mythe en Amérique; et que les citoyens entêtés qui veulent enfreindre là-bas la loi de sobriété sont obligés de former des sociétés secrètes pour déguster des flacons d'eau dentifrice, des embrocations à des thermomètres à alcool, dans des caves obscures qui seraient elles-mêmes mises en prison si l'on découvrait qu'elles sont blindées.

Cette alcoolophobie déjà aiguë va s'aiguiser encore. Jusqu'ici la prohibition n'avait son effet que sur la terre ferme; l'autorité réservait ses rigueurs au plancher des buffets, et lorsque du rivage elle apercevait un de ses concitoyens sur un navire au large: "Donne-lui tout de même à boire!" criait-elle au barman du transatlantique dans un sursaut de commisération satanique.

Nos amis les Américains sont raisonnables et disciplinés; au nom du principe supérieur de l'hygiène publique ils ont accepté le modus vivendi qui rend plus désirables et plus savoureuses encore les petites fugues à l'étranger et centuple l'attrait du fruit distillé défendu. Mais voici qu'un fait nouveau s'est produit dernièrement: on a appris qu'atteint d'un nouvel accès de délirium prohibitif qui n'est pas très mince, le gouvernement américain avait décidé d'étendre la défense anti-alcoolique à une zone d'océan d'une largeur de trois milles autour des côtes!

C'était à se les tenir—les côtes—car l'idée d'une mer sèche, cela ne pouvait être qu'une de ces idées cocasses dont les excellents humoristes pince-sans-rire d'outremer ont le secret. Or, la nouvelle était vraie. Elle s'est répandue avec la rapidité d'un potin mondain scandaleux, évidemment par la télégraphie sans fil en quatre, et les sympathiques Américains en train de faire galement leur plein dans les bars de la vieille Europe hospitalière avant de rentrer chez eux, apprécièrent sans aménité une tracasserie supplémentaire éternante pour eux, et ruineuse pour les entreprises de navigation dont les affaires sont déjà si compliquées.

Quelle peut bien être, se demandent-ils, l'idée de derrière le gosier des auteurs de la loi draconienne? Veut-on dégoûter les Américains de leur pays? Y a-t-il pléthore d'habitants aux Etats-Unis, et est-ce un subterfuge pour susciter des exodes définitifs vers les contrées où les verres sont petits mais où l'on boit dans son verre ce que l'on veut?

Est-ce un moyen détourné pour repeupler la Pologne, fausement chargée d'une réputation d'intempérance, ou pour surpeupler la Suisse, célèbre à tort ou à raison par ses buveurs solitaires?

Est-ce une manœuvre pour précipiter encore la baisse du marc? Ou bien ce triomphe du pot à eau a-t-il pour origine un pot-de-vin? Est-il le résultat d'une entente secrète avec les sociétés d'eaux minérales? De quel quelconque combinaison financière profitable à un trust des robinets de fontaine ou à un Roi du filtre multimillénaire?

Y a-t-il recrudescence de poivrots zigzagant à travers les streets? Redoublement de treiblissements alcooliques au bout des doigts?

Espère-t-on enfin, par un dessèchement progressif, arriver insidieusement jusqu'aux bancs de Terre-Neuve pour y réaliser ce paradoxe économique: la pêche de la morue déjà sèche?

On se perd en conjectures, mais ce sont les compagnies de navigation qui se montrent naturellement les plus émuës et les plus indignées de la menace suspendue sur leurs caves. Si l'on supprime à bord les boissons alcoolisées ce sont elles qui vont trinquer, et c'est pour elles une question d'eau-de-vie ou de mort. Dans tout transatlantique à passagers, il y a la carte marine, mais il y a aussi la carte des vins et des liqueurs, et celle-ci est au moins aussi utile que celle-là, pour ce qu'elle constitue une source de profits indispensable à l'équilibre des budgets difficiles. Les compagnies possèdent des stocks considérables représentant d'énormes capitaux, et la sollicitude tempérante du gouvernement s'étendant sur l'océan, ce sont les provisions alcoolisées des transatlantiques se métamorphosant en bouillon que les actionnaires ne boiront pas sans une rude grimace de répulsion.

C'est le 21 de ce mois que l'on s'attend à la prohibition sera étendue

aux navires des autres nations aussi bien qu'aux navires américains. La chose est probable, car accorder la tolérance aux seuls bateaux étrangers ce serait ruiner d'un coup les compagnies américaines: on ne voit pas bien en effet les passagers américains assoiffés dédaignant par pur patriotisme les bateaux étrangers chargés d'alcools succulents au profit des fontaines Wallace flottantes nationales où la folle orgie sera représentée par la limonade gazeuse et la décoction de bois de réglisse.

Les compagnies de navigation, soyeuses en sûrs, n'ont pas perdu le nord, et nul doute que, devant la menace de cette perte deux fois sèche, et avant de jeter la cognée à travers la Manche, elles ne se soient précipitées pour la manœuvre des influences de sauvetage. Toutes les antennes ont dû crépiter du signal d'alarme S. O. S. (Suspendez Oppression de la Soif!), et des intermédiaires autorisés ont dû représenter à qui de droit que la sévérité hygiénique devrait avoir ses degrés, précisément comme les breuvages alcoolisés.

Si cependant les compagnies de navigation (affreuse perspective pour des compagnies de navigation!) échouent et si la Cour suprême américaine se montre inexorablement hydrophile, un dernier moyen se présente pour éviter le déficit formidable. Quel moyen? Celui-ci: user de la latitude que donne l'élasticité de la longitude, et organiser en dehors de la zone maritime sèche, en pleine humidité océanique internationale, des bateaux-réservoirs, des bateaux-citernes, des bateaux-chais, toute une flotte enfin de navires nécessairement cuirassés de zinc, dont Bercy, Reims et Epervay seront le Cherbourg ou le Toulon.

Ces réserves flottantes seront placées sous la garde de veilleurs de nuit (ou de Beunes), et les transatlantiques arrivant ou partant viendront s'alléger ou s'approvisionner, à portée de ces bouteilles à l'ancre, de l'extra-dry à déguster et de l'amer à boire.—Miguel Zamacois.

L'Amérique et l'Europe

On entend parler assez souvent de l'indifférence des Etats-Unis pour les questions européennes. On prétend que les Américains se désintéressent de nos affaires, que leur intense activité économique les absorbe; que, tout occupés à mettre en valeur leur prodigieux pays, ils seraient assez portés à s'écrier: "L'Europe, avec ses querelles et ses guerres, peut aller à tous les diables; qu'elle sombre si elle veut; nous sommes heureusement très loin d'elle et parfaitement à l'abri de ses catastrophes et de ses banqueroutes!"

Je n'ai trouvé nulle trace d'un tel état d'esprit dans les régions de l'Est, riveraines de l'Atlantique, où je viens de passer deux mois. A William College, pendant quatre semaines, un très nombreux auditoire, composé de gens de toutes les professions, a suivi des conférences, des discussions sur les grands problèmes européens; les comptes rendus en ont été publiés tout au long dans les plus grands journaux. Ce n'est certes pas là, on conviendrait, une preuve d'indifférence.

La situation est évidemment tout autre dans le Middle West et dans les Etats voisins du Pacifique. Pour toutes ces régions, quand il s'agit de l'Europe, ce n'est pas tant une question d'indifférence que d'éloignement, au sens géographique du mot. Il faut cinq jours et cinq nuits de chemin de fer pour aller de New-York à San-Francisco. Quoi d'étonnant si, dans ces conditions, les nouvelles du vieux continent apparaissent aux Californiens à travers une certaine brume?

Dans l'Est, au contraire, l'attention et l'intérêt qu'on porte aux affaires d'Europe sont des plus visibles. De nombreux indices l'attestent à tout instant.

Si le pacte de garantie n'a pas été ratifié, si l'Amérique ne fait pas partie de la Société des nations—ce qui est, à tous égards, très fâcheux—c'est uniquement dans la politique intérieure qu'il faut en chercher les raisons. Les deux partis se sont servis de ces questions comme d'arguments électoraux. Mais la majorité du public, les éléments les plus intelligents et les plus éclairés, ne sont pas sans le déplorer vivement.

Ce public comprend que l'Amérique ne doit pas et ne peut pas vivre à l'écart, s'enfermer dans une politique d'isolement qui choque les instincts idéalistes des Américains, beaucoup plus développés qu'on ne le croit, qui est d'autre part contraire à la raison et au bon sens. Car, étant donné la dépendance économique très étroite où se trouvent vis-à-vis les uns des autres tous les pays, une catastrophe éprouvée par l'un d'entre eux ne saurait manquer de faire sentir ailleurs, et très rapidement, ses fâcheuses répercussions.

Ce qui m'a paru être un sentiment assez répandu aux Etats-Unis, c'est le désir de voir l'Amérique collaborer efficacement avec l'Europe, pour le règlement des plus grosses questions issues de la guerre. La grande difficulté est de trouver les occasions

de déterminer les modalités d'une pareille collaboration.

Ici, la politique intérieure intervient à nouveau. Le parti républicain a incontestablement perdu du terrain. L'attitude molle et vacillante du Président et de l'administration, durant les grèves récentes, lui a aliéné un certain nombre de sympathies. Pendant tout mon séjour, j'entendais à chaque instant, contre lui, de très vives critiques, même dans la bouche de ses partisans avérés. La direction de sa majorité, dans l'une et l'autre Chambre, lui a quelque peu échappé. Les élections prochaines peuvent enregistrer un gain sensible des démocrates. Il ne faut pas oublier cependant que les républicains sont sûrs, quoi qu'il advienne, de conserver, pour plusieurs années encore, la majorité au Sénat, ce qui est fort important.

Pour toutes ces raisons, il est impossible de s'attendre à voir l'Amérique prendre des initiatives, en ce qui concerne les affaires de l'Europe et proposer des solutions. Ces solutions, ce sont les intéressés eux-mêmes, la France en premier lieu, qui doivent les chercher et les trouver.

Le point capital, celui qui prime, à mon sens, tous les autres, c'est celui-ci: Les Etats-Unis ne feront rien, aussi longtemps que la France et l'Angleterre ne se seront pas mises d'accord. C'est l'observation dominante que j'ai recueillie partout au cours de tous mes entretiens, de toutes mes discussions. Les Américains ne veulent pas avoir à choisir, à prendre parti entre Français et Anglais. Le rôle d'arbitre, de médiateur, dans un différend de cette nature, ne leur sourit aucunement, tant s'en faut.

Quelles qu'aient pu être nos erreurs et nos maladrotes à la Conférence de Washington, les sympathies pour la France demeurent des plus vives. Et même comme, après cette Conférence, les reproches qui nous furent adressés étaient, à coup sûr, excessifs, il se produit actuellement une réaction très marquée en notre faveur.

Les Etats-Unis et l'Angleterre, d'autre part, sont amis par de multiples liens, matériels et moraux, à commencer par la communauté de langue, de tous ces liens le plus efficace, le plus opérant.

Tant que Français et Anglais n'arrivent pas à s'entendre, à régler d'un commun accord, par des concessions réciproques, les difficultés qui les séparent, les Américains estiment que c'est la preuve, chez les uns et chez les autres, d'un manque complet d'esprit politique, de modération et de bon sens. Il leur apparaît qu'il y a de la sorte des deux côtés, que, dans certaines circonstances, les Anglais sont plus coupables, dans d'autres, au contraire, les Français.

S'il s'agit de la Russie, par exemple, c'est la France, leur semble-t-il, qui a vu le plus juste. Ils approuvent notre politique russe. Ils ont, à l'égard des Soviets, à peu près les mêmes sentiments que nous. Lloyd George leur semble avoir fait, dès le début, fausse route. Non seulement il s'est trompé, et de la façon la plus lourde, mais, de plus, ce qui est d'ailleurs tout à fait conforme à son tempérament, il a diaboliquement persévéré dans son erreur.

Pour les affaires d'Orient, la France a pris une attitude modérée, clairvoyante, réaliste, que l'opinion américaine, dans son ensemble, a fini par approuver. Car les événements, somme toute, ont évolué conformément à nos prévisions.

Nous avons soutenu, depuis plus de deux ans, qu'il fallait faire, au plus vite, la paix en Orient, attendu que l'armée grecque, la seule qui existât en face des Turcs, n'était pas en état de se battre indéfiniment contre eux. Or, l'armée grecque, pour avoir voulu s'obstiner dans cet effort insensé, a été balayée, annihilée.

Les Anglais ont pensé le contraire. Ils ont dit et répété que la puissance militaire de Kemal ne reposait que sur un bluff; ils ont retardé, par toutes sortes de moyens, la conclusion d'un arrangement pourtant si désirable. La conséquence a été une victoire retentissante des Turcs, à la suite de laquelle les Anglais ont bien été obligés de leur accorder, en toute hâte, presque toutes les concessions qu'ils leur avaient inlassablement refusées, pendant des mois et des mois.

Le public américain n'a pas manqué de comparer ces deux politiques. Cette comparaison tourne entièrement à notre avantage. Par contre, sur le problème, si vital pour nous, des réparations, il serait plutôt porté à accepter la thèse britannique. En cette affaire exclusivement technique, ce sont naturellement les techniciens—à savoir financiers et économistes—qui sont appelés à formuler leur avis. Or, ces techniciens sont, pour la plupart, en rapports d'affaires très étroits avec l'Angleterre et avec l'Allemagne, beaucoup plus qu'avec la France. Il est donc assez naturel qu'ils soient sensibles aux arguments anglais et allemands plutôt qu'aux arguments français.

La thèse française d'ailleurs, en matière de réparations, n'a jamais été formulée d'une manière claire, positive, réaliste. Un certain nombre de reproches qu'on nous adresse sont—à ce point de vue—parfaitement mérités. Nous

avons, le plus fâcheusement du monde, retardé les règlements en nature vers lesquels nous tournons maintenant, alors que cette solution toute naturelle, aurait dû être appliquée, et de la façon la plus intense, immédiatement après l'armistice.

Il serait grand temps d'avoir un plan. Si ce plan était mis en avant, surtout si nous réussissions à nous entendre avec l'Angleterre, à présenter à l'Amérique un programme d'action commun, en lui demandant son concours, le gouvernement américain ne pourrait pas se dérober. Et s'il prétendait se dérober, très certainement, l'opinion publique, qui est toute-puissante dans ce pays, ne le lui permettrait pas!—Raymond Reouley.

Les Impostures de Guillaume II

Pour toute personne, un peu au courant de la politique extérieure durant ces trente dernières années, les impostures contenues dans les Mémoires de Guillaume dépassent tout ce qu'on pouvait supposer. Prétendre, entre autres choses, avoir ignoré l'existence du traité de Skiernevicié datant de septembre 1884, plus d'un an après son avènement, alors que le non renouvellement de ce traité en 1887, du fait de la Russie, fut la cause de l'écroulement de la politique bismarckienne, c'est se moquer du monde.

Plus grave encore, a-t-on humble avis, est tout ce que l'ex-kaïser écrit au sujet des négociations russo-franco-allemandes au moment de la guerre des Boers. Je cite le texte même du passage des Mémoires touchant ces négociations afin que tout soit précisé. Le voici:

"En février 1900, alors que la guerre des Boers se poursuivait, je me trouvais, après avoir reçu les serments des recrues de Wilhelmshaven, avec la flotte, près d'Héligoland où avaient lieu des manœuvres de croiseurs de ligne. Je reçus, là, de la Wilhelmstrasse, via Héligoland, un télégramme m'annonçant que la Russie et la France proposaient à l'Allemagne de tomber sur l'Angleterre pendant qu'elle était engagée ailleurs et de paralyser son trafic naval. Je m'élevai contre ce projet et donnai l'ordre de communiquer notre refus.

Je supposai aussitôt que Paris et Pétersbourg allaient présenter cette affaire à Londres de telle façon que l'on pût croire que la proposition, refusée par moi à l'instant même, avait été faite par Berlin. Je télégraphiai immédiatement d'Héligoland à la reine Victoria et au prince de Galles (Edouard) pour les mettre au courant des avances que l'on m'avait faites et du refus que j'y avais opposé. Le reine me répondit en me remerciant chaleureusement, et le prince de Galles, en m'exprimant son étonnement. Un peu plus tard, Sa Majesté me fit savoir, confidentiellement, que peu de temps après la réception de mon télégramme d'Héligoland, Paris et Pétersbourg avaient donné, ainsi que je m'y attendais, un récit entièrement erroné de toute l'affaire. La reine ajoutait qu'elle serait heureuse de révéler cette intrigue à son gouvernement en s'appuyant sur la communication que je lui avais faite. Ainsi, elle rassurait ses ministres sur la loyauté de l'attitude de l'Allemagne vis-à-vis de l'Angleterre. Elle ajoutait que jamais elle n'oublierait le service d'ami fidèle que j'avais rendu à son pays dans ces circonstances difficiles."

Maintenant voici comment les choses se passèrent: Au mois de novembre 1899, le comte Mouravieff, alors ministre des affaires étrangères de Russie vint à Paris, s'entretint avec notre ministre des affaires étrangères, M. Delcassé, d'un projet d'intervention amicale auprès de l'Angleterre pour mettre fin à la guerre sud-africaine qui, selon lui, n'avait déjà que trop duré. Il ajouta que précisément, à son retour, il comptait s'arrêter en Allemagne et en profiter pour tâter Guillaume II et la Wilhelmstrasse, afin de savoir si l'un et l'autre étaient disposés à s'associer à une médiation éventuelle.

M. Delcassé se contenta de répondre qu'il n'était pas opposé à ce projet, attendu qu'il était dans les traditions de la politique française de s'associer à toute tentative de pacification. C'est ainsi que nous venions de tout mettre en œuvre pour que la paix fût rétablie entre les Etats-Unis et l'Espagne.

M. Mouravieff prit alors le chemin de Berlin, où il vit l'empereur et M. de Bülow, alors ministre des affaires étrangères et il ne trouva chez aucun d'eux des dispositions favorables. A peine rentré en Russie, il apprit, non sans surprise, que l'empereur avait déclaré à l'ambassadeur de Russie à Berlin, comte Osten Sacken, que la politique envahissante de l'Angleterre devenait un danger, qu'elle lui donnait les plus graves préoccupations et qu'il fallait y mettre un terme.

On en était là, lorsque vers la fin du mois de février 1900, l'ambassadeur de Russie à Paris vint déclarer à M. Delcassé que son gouvernement estimait que l'heure d'une intervention auprès de l'Angleterre avait

sonné, cette puissance après une série de déboires, venant de remporter des succès qui sauvegardaient son amour-propre national. Toutefois, l'ambassadeur ajoutait qu'on estimait, à Pétersbourg, qu'étant donné les liens unissant la cour d'Angleterre et l'empereur d'Allemagne, c'était à ce dernier qu'il importait de prendre l'initiative de la démarche. M. Delcassé ne put, ce jour-là, que renouveler ses précédentes déclarations.

D'un commun accord, les cabinets de Paris et de Pétersbourg décidèrent qu'il fallait, en la circonstance, invoquer à Londres l'article 3 de la Convention de la Haye relative aux bons offices et médiations. Il fut convenu également que la démarche convenue auprès de l'Allemagne se ferait par la Russie seule... Il est inutile d'insister sur l'intérêt de cette modalité—mais que cette puissance porterait à la connaissance du gouvernement allemand que la France était disposée à s'associer à toute tentative de médiation, faite par les deux puissances solidaires—ce sont là les termes mêmes—quitte à examiner ensuite sous quelle forme cette intervention pourrait se produire. On voit qu'en la circonstance la diplomatie française avait fait preuve, à la fois, de prudence et de netteté.

En conséquence, le comte Osten Sacken reçut l'ordre d'agir à Berlin. Il s'exécuta le 28 février—je suis sûr de la date. Il parait, dans ces conditions, difficile que la démarche ayant eu lieu le dernier jour du mois, Guillaume II en ait été informé, comme il le prétend, dans le courant de février. Mais passons. Sa mémoire est par trop fragile...

Au premier moment, le gouvernement allemand—et l'empereur lui-même—envisagèrent avec sympathie la proposition russe, mais la réponse fut différée, l'Allemagne demandant à réfléchir avant de s'engager. La réponse allemande fut transmise quelques jours plus tard directement à Pétersbourg. Elle disait que, attendu qu'il s'agissait d'une œuvre de longue haleine, l'Allemagne exigeait que la Russie, la France et elle prissent au préalable l'engagement mutuel de se garantir pour un temps à déterminer l'intégrité de leurs territoires européens.

L'Allemagne nous demandait donc, ni plus ni moins, de garantir le statu quo européen, c'est-à-dire de signer une seconde fois le traité de Francfort! Inutile d'ajouter que la Russie se contenta de repousser avec indignation une aussi monstrueuse prétention.

La France était donc fixée. J'ajoute que c'est à partir de ce jour-là que M. Delcassé accentua sa politique de rapprochement avec l'Angleterre.

Le plus curieux, c'est qu'en 1909 un article, inspiré directement par la Wilhelmstrasse, en réponse à un article paru sous ma signature dans la grande revue conservatrice britannique The National Review, dont le directeur L.-J. Mone, vieil ami de M. Clemenceau, fut un des plus ardents avocats de l'Entente cordiale, article paru dans la Deutsche Revue, il fut parlé de ces négociations de fin 1899-1900 d'une toute autre façon que ne le fait Guillaume II dans ses mémoires. La Deutsche Revue avoue, elle, que les conditions que je viens d'énoncer furent réclamées par l'Allemagne à la suite de la démarche russe. Elle écrit, en effet: "Sans prendre position vis-à-vis de la proposition russe ou russo-française, on lança la question préliminaire suivante: La Russie et la France seraient-elles prêtes à conclure un accord par lequel les trois puissances se garantiraient réciproquement pour une assez longue série d'années leur situation territoriale européenne? Il est vrai que la Deutsche Revue—oh! comble d'astuce—avoue que ces conditions ne furent énoncées que dans le but de faire échouer la démarche!"

Je crois que la cause est entendue. Tout ce que je viens d'exposer est, on peut m'en croire, d'une rigoureuse exactitude. Si j'interrogeais M. Delcassé, je suis persuadé qu'il ne ferait que la confirmer. D'ailleurs, il existe à cet égard, au Quai d'Orsay, des textes irréfutables.

Mais après une pareille imposture, quel crédit peut-on accorder désormais aux Mémoires de Guillaume II.—André Mevil.

LA CONTREBANDE DANS LES CHAMPS

Modesto, Californie.—Armés de longues tringles en acier, les députés shérifs ont percé près d'ici les meules de foin qui se trouvaient dans les champs et y ont découvert plus de trois mille gallons de boissons alcoolisées estimées à trente-cinq mille dollars. Une enquête plus minutieuse a amené la découverte de deux alambics d'une contenance de vingt barriques chacun. Quatre "ranches" ont été arrêtés.

LE FRANC EST EN BAISSÉ! LA LIVRE SE MAINTIENT!

L'Angleterre tient des francs français comme garantie sur la dette de la France à la Grande-Bretagne. Elle a placé, dit-on, ces francs sur le marché!

LE SECRET DE LA PUISSANCE ALLEMANDE

C'est l'organisation perfectionnée des recherches, des installations et des applications scientifiques qui a permis à l'Empire allemand d'oser la guerre, de la rendre si périlleuse pour nous et de la poursuivre en dépit de son terrible isolement. Et en regard, c'est l'initiative improvisée et passionnée des savants français, particulièrement des chimistes, qui nous a donné les moyens de notre résistance puis de notre riposte victorieuse.

Nous nous sommes tirés d'affaires à la française. "On s'est débrouillé." Ce débrouillage, c'est du génie qui cache mal notre vice intellectuel. Nous sommes criminels de nous être mis en 1914 dans la position critique où nous avons déjà surpris la guerre de 1870.

Méditez ces paroles profondes de Marcellin Berthelot (en 1872): "Quand vint le siège de Paris, dernière étape de nos défaites, on se tourna vers la science, comme on appelle un médecin au chevet d'un malade agonisant. Le concours de l'esprit et de la méthode scientifique eût été sans doute plus efficace si on l'eût invoqué depuis de longues années, pour organiser les forces matérielles et morales de la France: nos ennemis l'ont fait, mais on n'a pas encore su leur ravir le secret de leur puissance."

A la faute de 1870, nous avons ajouté la faute de 1914. Toutes deux payées par des mers de sang. Et maintenant? Allons-nous retomber dans l'erreur mortelle commise par les ignorants qui ont dirigé la France, dans les vingt dernières années? Allons-nous laisser aux Allemands le secret de leur puissance?

Il est clair que ce secret de la puissance germanique c'est la soumission spontanée du peuple tout entier, depuis les derniers citoyens jusqu'aux premières autorités, aux enseignements de la haute culture.

Interrogez ceux de nos ingénieurs et de nos industriels qui eurent étudié l'Allemagne, au début de ce vingtième siècle. Tous répondent: le laboratoire était, outre-Rhin, l'âme de l'usine, l'école était l'inspiratrice du négoce. Les cours professionnels du commerce et de l'industrie comptaient 500,000 élèves quand les nôtres en avaient 350,000. Le seul émulé de l'Allemagne dans l'ordre économique était les Etats-Unis, redoutables par l'énormité de leurs ressources, par l'aptitude pratique de leurs ingénieurs, de leurs hommes d'affaires et de leurs ouvriers, mais l'Allemagne souvent l'emportait sur les Etats-Unis par l'incomparable valeur de ses méthodes et la constante application des découvertes dernières de la science.

J'entends quelques murmures chez mes lecteurs (ou dans mon propre esprit). J'entends que l'on pourrait me dire que nos mérites français passent infiniment les mérites de l'Allemagne et de l'Amérique. On vient de voir durant cette guerre ce que nos trente-six millions de Français pouvaient improviser pour le salut du monde. La France a su fournir un effort et des résultats comme aucun pays. Mais les Allemands, quoi que nous fassions, conserveront sur nous une énorme supériorité numérique et il faut que nous égalions et dépassions par notre qualité leur quantité. Donc l'examine les points où nous leur sommes inférieurs. C'est cette connaissance qui nous sera utile. Il est à la portée de races inférieures de mépriser leurs ennemis. Il appartient aux esprits civilisés d'étudier et de discerner chez tous, en toutes choses, le fort et le faible. Chez l'Allemand, le point faible, c'est la débilité de l'esprit critique, l'abdication des délicatesses morales et l'oubli de tout humanisme; le point fort, c'est la docilité aux injonctions du savoir et l'aspiration vers le mieux technique. Par la pénétration du savoir technique dans tous les ordres d'activité, par l'influence des cadres scientifiques, l'Allemagne d'après-guerre est la même que celle d'avant-guerre, la même que celle de la guerre. Elle attend son relèvement économique, son expansion future, de ces mêmes méthodes scientifiques qui avaient fait sa grandeur. Notre aveuglement serait désastreux si nous devions après la leçon lumineuse de cette guerre, persister à nous fier à nos miracles d'improvisation et à nos ressauts fort aléatoires de génie. Foin des bavards et des gens dissipés, incapables de se courber avec piété dans un labeur acharné! Il faut que chez nous la science, replacée par quatre ans de combats à la tête des activités industrielles, repolve tous les compléments de personnel et d'outillage, tous les prolongements d'ordre didactique qui sont nécessaires. Il faut qu'elle soit le conseil, le guide de la grande œuvre économique qui s'impose à la France ruinée.

Hier, nos savants et nos industriels s'ignoraient: c'est le souci de la défense nationale qui les a rapprochés.

COMMENT TRAVAILLE M. POINCARÉ

Pour le personnel de son entourage aussi bien que pour ses ministres; pour ceux-ci et pour ceux-là, M. Raymond Poincaré est, par son assiduité à la tâche, par sa puissance et sa rapidité de travail un sujet d'émerveillement et d'admiration quotidien.

L'homme d'aujourd'hui, c'est l'homme d'hier, c'est celui de toujours. Quand il n'était pas au gouvernement, M. Raymond Poincaré satisfaisait aux doubles obligations qui lui imposaient le barreau et le Parlement où il était entré dès l'âge de 27 ans. Le matin il travaillait, seul ou avec ses secrétaires qu'il savait choisir et qui n'ont pas à regretter le temps passé à l'école du grand "patron", puisque eux aussi, les Léon Bérard, les Maurice Colrat, les Reibel, les André Paisant ont trouvé les voies qui accèdent au pouvoir. L'après-midi il partageait ses heures entre le Palais et le Parlement et de retour au logis y avait fait de la besogne quand il n'avait pas dû passer le frac pour souscrire à des devoirs mondains. Et le lendemain, à une heure matinale, il reprenait son labeur.—M. Louis Dauzat dans "Je Sais Tout."

Il est indispensable que nous nous réformions, et non pas que nous nous mettions à l'école allemande, mais que, paisiblement, nous rentrions dans notre route traditionnelle. Le secret de la puissance allemande n'est autre que l'antique se-

cret de la grandeur française. Des multitudes d'esprits éclairés, depuis Descartes, ont préconisé chez nous l'étroite union de la science et de l'activité économique. L'une des pensées dominantes de Colbert ne fut-elle pas de fonder sur les notions et sur le progrès scientifique cette industrie à laquelle il ouvrait des voies nouvelles? L'Académie des sciences ne se créa-t-elle pas en 1666 pour établir la suprématie du haut savoir technique? Elle était chargée de composer une description détaillée de tous les arts et métiers, afin de guider et de relever par les enseignements de la théorie la pratique des ateliers. Au cours du siècle suivant, elle procéda à la patiente étude d'une centaine de ces industriels. Des savants s'appliquèrent directement à perfectionner telle ou telle branche de notre production: ainsi pour l'horlogerie, Huyghem. C'est la même féconde tradition qui porta la Révolution à instituer l'Ecole Polytechnique l'Ecole Normale supérieure, le Conservatoire des Arts et Métiers, véritable soutien des industries de la capitale. Et comment cette grande idée aurait-elle échappé au génie réorganisateur de Bonaparte? Membre de la Section des "arts mécaniques" dans la première classe de l'Institut (forme nouvelle de l'Académie des sciences, supprimée en 1793), il fit appel aux plus hautes compétences, les Fourcroy, les Monge, les Berthollet, pour présider à la restauration de l'enseignement scientifique, à la réfection de l'outillage national et au relèvement de nos industries. Son ministre de ses Eléments de Chimie, donnait aux industriels ce conseil, que je recopie avec une vraie délectation spirituelle: "On ne parle dans les ateliers que des caprices des opérations, mais il paraît que ce terme vague a naissance de l'ignorance où sont les ouvriers des vrais principes de leur art, car la nature n'agit point elle-même avec détermination et discernement: elle obéit à des lois constantes... Connaissiez mieux vos matières premières, pourrait-on dire aux artisans; étudiez mieux les principes de votre art et vous pourrez tout prédire et tout calculer; c'est votre seule ignorance qui fait de vos opérations un tâtonnement continu et une décourageante alternative de succès et de revers!" Ah! le beau texte dans tous les ordres de l'activité et de la curiosité!

Après le désastre de 1871, nos devanciers clairvoyants dénoncèrent le funeste déclin de cette grande tradition française et la soudaine apparition d'une Allemagne sans cesse mieux outillée et plus prospère grâce à la propagation des notions et des méthodes scientifiques. Berthelot mit au service de cette cause l'autorité de sa jeune gloire. "Notre état intellectuel dit-il, n'est inférieur à celui d'aucun peuple au point de vue des sommets scientifiques. Mais la France n'en a pas tiré le même profit matériel que ses voisins, parce que nos laboratoires, trop petits et trop mal outillés, n'ont pu fournir aux fabricants et aux ateliers ces nombreux ingénieurs et chimistes qui font la force des usines allemandes. Nous sommes des généraux sans soldats... C'est notre force productive qui menace d'être atteinte et bientôt tarie dans ses sources fondamentales."

Cette pensée demeure actuelle et pressante. Comment est-il possible qu'il ait fallu 1870 et 1914 pour nous ouvrir les yeux? Et nos yeux sont-ils ouverts?—Maurice Barrès, de l'Académie Française.

L'Abeille, journal franco-louisianais par excellence, a son actif 95 ans de service sans interruption. L'Abeille de la Nouvelle-Orléans est le doyen des journaux du sud.